Individualisme et démocratie

Si l'on s'en tient aux apparences, l'idée démocratique a réalisé, depuis quelques années, des progrès considérables. Elle n'est même plus discutée; elle n'a que des adversaires honteux, qui n'osent pas soutenir publiquement leur point de vue. Il n'est presque aucun État du monde moderne qui ne se dise démocratique, et les querelles idéologiques, entre les États-Unis et la Russie, par exemple, n'ont d'autre objet que de décider où est l'État le plus démocratique. En fait, il apparaît à la première réflexion que le problème n'est pas de distinguer et de choisir entre des degrés différents, mais entre des conceptions différentes de la démocratie. Quoi qu'on ait déjà beaucoup écrit, dans un camp et dans l'autre, sur les conditions d'une «vraie démocratie», il ne sera peut-être pas sans intérêt de confronter les fondements philosophiques des deux conceptions, afin de les mieux comprendre et de les mieux juger.Le problème politique est toujours un problème de rapports entre les citoyens et les Pouvoirs; le problème philosophique correspondant est celui des rapports entre l'individu et la société. Sous quelque forme qu'ils se présentent, en effet, les Pouvoirs expriment toujours les nécessités sociales, les exigences du groupe; même dans une monarchie, les intérêts du roi sont inséparables des intérêts du royaume. Aussi aurons-nous des régimes politiques différents suivant que l'on affirmera la primauté de l'individu sur le groupe ou celle du groupe sur l'individu.

On peut dire de la démocratie moderne, qui date de la Révolution française, qu'elle est individualiste. Son principe fondamental, c'est l'éminente dignité de la personne humaine: l'homme a sa valeur en lui-même; il ne la tient pas d'ailleurs que de sa propre nature, et cette valeur fonde son droit. Ainsi apparaît la notion de droit naturel; ébauchée par les stoïciens et développée par le christianisme, elle trouve son aboutissement logique et son application dans la *Déclaration*

des droits de l'homme et du citoyen. L'homme est esprit et en tant que tel il est sacré; il est une fin en soi et non un moyen, selon les termes de Kant. De plus, il n'y a pas de différence entre les esprits et par suite tous les hommes sont égaux; ils ont donc tous les mêmes droits, qui sont, d'après la *Déclaration*: «La liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression» (article 2). Il est à remarquer que ces différents droits visent tous à protéger l'individu contre les Pouvoirs (la propriété devant assurer son indépendance). C'est que l'État tend, de lui-même, à opprimer les citoyens. Or, si l'homme ne peut vivre qu'en société, du moins ne vit-il pas pour la société. C'est au contraire la société qui a été instituée pour le servir, pour lui permettre de se développer aussi pleinement que possible. Telle est la théorie du «contrat social» que l'on trouve dans Rousseau et d'où il résulte que l'État est un moyen et non une fin. L'article 2 de la *Déclaration* l'affirme nettement: «Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme.» La seule valeur, la seule fin, c'est l'individu, et non le groupe. Par suite le meilleur régime est celui dans lequel les Pouvoirs, c'est-à-dire les représentants du groupe, émanent directement des citoyens, c'est-à-dire des individus, pour le service desquels le groupe est institué. Ce régime est la démocratie. telle que la conçoit Rousseau: forme de gouvernement où chaque citoyen est à la fois sujet et souverain.

Ce lien entre l'individualisme et l'idéal démocratique de 1789 fut bien vu par deux des plus profonds écrivains politiques du XIX^{e} siècle, Comte et Marx. Le premier dénonça, en effet, «l'individualisme métaphysique et anarchique» de la Révolution; le second affirma que cet «individualisme bourgeois» ne pouvait fonder une démocratie véritable. Ces critiques restèrent, cependant, sans efficacité immédiate et ce n'est qu'au lendemain de la première guerre mondiale qu'on vit apparaître des formes de démocratie ne reposant pas sur l'individualisme. Laissons de côté le régime soviétique, où

diverses tendances furent d'abord représentées, pour considérer le fascisme et le national-socialisme, qui développèrent fortement la nouvelle conception de la démocratie.

Les fondements philosophiques de la doctrine furent très bien exposés par Dietrich, le chef de la presse du parti nazi, dans une conférence qu'il fit aux journalistes allemands en 1935. Voici ces fondements: «La pensée individualiste repose sur ce postulat que l'homme est un individu. Ce postulat est faux. L'homme n'apparaît ici-bas que comme membre d'une communauté. Il est dans tous ses actes un être collectif et on ne peut le concevoir que sous cet aspect. [...] Les seules données réelles du monde sont les races, les peuples, les nations et non les individus. [...] Le national-socialisme considère le peuple comme la seule réalité organique. [...] Puisque l'individu n'existe que par la communauté, ce n'est que d'elle qu'il peut tenir sa liberté. Si le national-socialisme reconnaît la liberté individuelle, c'est pour le plus grand profit de la communauté et afin de mettre à son service les forces constructives, les valeurs créatrices de la personnalité. Mais la liberté individuelle n'est pas un droit naturel de l'homme; ce que ce dernier tient de la nature, c'est le sens du collectif, le sentiment de son devoir envers la communauté dans laquelle il est né». (Cité par R. Capitant, dans un article consacré à l'idéologie nationale-socialiste: *Année politique*, oct. 1935.) Ce texte est particulièrement net dans son opposition aux principes de 1789: l'individu comme tel n'a aucun droit; il n'est pas une fin, mais un moyen, la seule fin, la seule valeur étant le groupe social. Il faut noter ici que le groupe n'est pas conçu comme la simple somme des individus qui le composent, mais comme une réalité *sui generis*, extérieure et supérieure aux individus. On s'étonnera peut-être de voir le nazisme pris comme exemple d'une conception de la démocratie, mais Hitler et Mussolini ne prétendaient-ils pas gouverner pour le peuple et par le peuple? Peut-être avaient-ils tort de le prétendre; toujours

est-il qu'ils avaient cette conception de la démocratie – et qu'elle leur a survécu. On appelle justement totalitaire la démocratie ainsi conçue, parce qu'elle pose que le tout existe au-dessus des parties et leur confère toute valeur. L'individualisme affirmait la primauté de l'individu (le tout n'a d'autre valeur que celle des parties qui le composent); le totalitarisme affirme la primauté du groupe (les parties n'ont d'autre, valeur que celle qu'elles tiennent du tout).

À ces deux positions philosophiques correspondent deux politiques qui ne peuvent que se heurter sans se comprendre. Par exemple, la démocratie individualiste semble liée au libéralisme sous toutes ses formes – si bien qu'on l'appelle souvent démocratie libérale; notamment le libéralisme économique est naturel dans une société où l'on est avant tout soucieux de respecter les droits de l'individu et où, par suite, on est hostile à toute intervention de l'État dans les affaires des citoyens. Au contraire, le collectivisme, sous quelque forme qu'il se présente, est normal dans une société où l'on se propose avant tout d'assurer la prospérité du groupe et où aucun droit n'est reconnu à l'individu qui puisse porter préjudice à la collectivité. De même, sur un autre plan, la liberté d'opinion ne peut manquer d'être sacrée pour les uns (et l'on reconnaît la démocratie libérale à ceci que toutes les opinions y sont possibles) tandis que les autres la sacrifient sans peine à l'intérêt public (et, l'on reconnaît la démocratie totalitaire à l'existence d'un parti unique). D'une façon générale, on est plus soucieux de morale que de politique dans les démocraties individualistes et l'on répugne à prendre des mesures qui seraient utiles à l'État mais ne respecteraient pas les droits de l'homme, tandis que dans les démocraties totalitaires on fait aisément passer la politique avant la morale et l'on n'hésite pas sur les moyens à employer pourvu que la fin poursuivie soit atteinte.

Ces caractéristiques étant données, il paraît évident que les démocraties contemporaines tendent toutes à se modeler sur le

type totalitaire. La transformation est chose faite dans les États de l'Est de l'Europe; elle est en train de se faire dans les États de l'Ouest. Par exemple, les mesures d'exception prises en Angleterre et aux États-Unis contre les communistes montrent bien que les démocraties occidentales commencent à penser que le souci moral de respecter les droits de l'homme n'est pas toujours compatible avec l'existence même de la nation. Et ces mesures, qui prétendent lutter contre le totalitarisme, sont elles-mêmes d'inspiration totalitaire, puisqu'elles refusent, pour le plus grand profit du groupe, de reconnaître à certains individus les droits qu'elles reconnaissent à d'autres. Elles reposent sur le grand principe totalitaire formulé par Robespierre, peu fidèle en cela à Rousseau, dans un rapport à la Convention: «Il n'y a de citoyens dans la République que les républicains.» Toute politique qui prétend à l'efficacité doit en venir là: un régime ne peut être pleinement assuré de se maintenir qu'à la condition d'éliminer tous ses adversaires; un gouvernement n'est efficace que s'il est fort et il est d'autant plus fort qu'il reconnaît moins de droits à ses ennemis. Les démocraties anglaise et américaine, qui avaient pu vivre jusqu'à présent en respectant tous leurs adversaires, s'aperçoivent aujourd'hui qu'elles ne pourront survivre qu'en les éliminant. Et ce passage du point de vue moral au point de vue politique est proprement le passage de la démocratie libérale à la démocratie autoritaire.

Autoritaire est, en effet, synonyme de totalitaire comme libéral d'individualiste, C'est qu'il n'y a d'autorité dans un État que par la subordination étroite des individus. On se plaint, en France, que l'État n'ait pas d'autorité et l'on regarde avec envie ces pays de l'Est où règne un ordre admirable. Tous ceux qui ont connu l'Allemagne et l'Italie avant la guerre, tous ceux qui aujourd'hui visitent la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie ou la Pologne, de quelque opinion qu'ils soient, sont d'accord pour reconnaître que les pays totalitaires obtiennent des résultats dont les

démocraties occidentales sont fort éloignées. Qu'il s'agisse d'urbanisme, d'équipement scientifique, industriel, agricole ou militaire, les pays de l'Ouest semblent rester, à ressources égales, bien en arrière des pays de l'Est. Cela n'est pas surprenant. Ce qui surprendrait, au contraire, c'est qu'un État où chaque individu est considéré comme un outil dont il faut tirer le meilleur rendement possible (l'outil, c'est ce qu'on «utilise») n'obtînt pas en effet un meilleur rendement qu'un État qui reconnaît aux citoyens le droit de grève, la liberté d'opinion et la possibilité de changer de gouvernement plusieurs fois par an. On ne saurait nier ni l'impuissance des démocraties libérales ni l'efficacité des démocraties totalitaires; mais toute la question est de savoir si la valeur d'un régime se mesure à son efficacité. Lorsque cette efficacité a pour condition l'asservissement et l'abêtissement des individus, est-elle préférable à l'impuissance? Sera-ce un grand peuple, un peuple heureux, qu'un peuple de robots? Il est frappant de constater, avec les sociologues, que les civilisations où l'individu est le plus étroitement subordonné au groupe, où le sens de la collectivité (pour reprendre les termes de Dietrich) est le plus développé, sont les civilisations primitives, celles où l'homme est le moins évolué. Cet esprit de discipline que les Occidentaux ne peuvent s'empêcher d'admirer dans les États de l'Est, c'est le contraire même de l'esprit. Certes, il est beau de voir les jeunes Polonais ou les jeunes Yougoslaves travailler en chantant à reconstruire leur pays. Mais si cet enthousiasme, cette foi, ce dévouement sont obtenus aux dépens de l'esprit, si l'on est obligé de sacrifier la culture au «rendement», le spectacle de cette jeunesse, heureuse de son esclavage, n'a plus rien que d'attristant. «Seul l'Esprit, disait Saint-Exupéry, s'il souffle sur la glaise, peut créer l'Homme.» Il n'y a d'humanité que par la culture. Et peut-il y avoir vraiment une culture dans des pays où sont interdits la plupart des livres qui se publient dans le monde? où l'enseignement du français — instrument de culture par excellence — est condamné? où les esprits sont imprégnés, dès

leur éveil, d'une doctrine qu'ils ne peuvent vraiment comprendre parce qu'on leur refuse la possibilité d'en douter? À quoi bon bâtir de splendides écoles si l'on ne veut pas y donner une vraie culture qui fasse de vrais hommes? Il est difficile de croire que l'abêtissement systématique des hommes soit le meilleur moyen d'élever l'humanité.

Toutefois, les vices apparents de la démocratie totalitaire ne doivent pas nous faire oublier les vices cachés de la démocratie individualiste. Comme les marxistes l'ont bien montré, le libéralisme économique est lié au capitalisme, c'est-à-dire à l'exploitation de l'homme par l'homme. Il n'y a pas de respect humain véritable dans un régime qui oblige la masse des individus à travailler pour le profit de quelques-uns. La liberté individuelle n'est sacrée qu'autant qu'elle ne recouvre pas la possibilité pour les riches d'exploiter les pauvres. La liberté de la jungle, c'est-à-dire le droit qu'ont les forts de dévorer les faibles, n'est pas la vraie liberté. De même la propriété n'est un droit naturel de l'homme que dans la mesure où elle assure son indépendance et non son esclavage. Aussi ne peut-il être question de choisir entre le libéralisme capitaliste et la tyrannie totalitaire; les deux régimes, qui tendent d'ailleurs à se confondre, sont aussi funestes l'un que l'autre à l'homme. Si l'humanité veut survivre, il faudra qu'elle trouve une nouvelle formule d'équilibre entre l'individu et la société, une formule qui ne sacrifie ni les intérêts de la collectivité au profit de quelques individus ni la liberté des individus à la grandeur d'une entité collective. La maxime kantienne est plus que jamais impérative: il faut traiter l'humanité, en soi-même et en autrui, toujours comme une fin, jamais comme un moyen. Il n'y a d'autre critérium de la valeur d'un régime que le respect de l'homme.

Georges Pascal